

Femmes et extrême droite

Paradoxes
d'un nouvel
engagement
politique



Citoyenneté
& Participation

Introduction

Longtemps perçu comme un bastion masculin, le vote en faveur de l'extrême droite connaît aujourd'hui une mutation majeure : les femmes, autrefois plus réticentes que les hommes à soutenir les partis nationalistes et populistes, comblent de plus en plus cet « écart de genre » (le *radical right gender gap*¹). Ce basculement interroge, bouscule les certitudes et semble, à première vue, relever du paradoxe politique. Ce choix peut sembler en effet surprenant, étant donné que certaines politiques défendues par ces partis ne vont pas nécessairement dans le sens des intérêts ou des droits des femmes². Comment expliquer que des citoyennes se tournent vers des formations politiques dont les racines idéologiques et les programmes privilégient souvent une vision traditionnelle de la famille et de la place de la femme dans notre société, remettent parfois en question des droits acquis, comme l'accès à l'IVG³, ou promeuvent un conservatisme social qui semble en contradiction directe avec l'émancipation féminine ? De nombreuses politiques défendues par les partis d'extrême droite (sur le plan économique, social ou en matière de droits des femmes) ne semblent pas aller dans le sens des

intérêts immédiats des femmes, et certains pourraient s'attendre à ce qu'elles s'orientent vers des partis plus progressistes ou centrés sur l'égalité... Comprendre ce phénomène implique de s'interroger sur les facteurs complexes qui influencent les choix politiques : la perception de la sécurité, la valorisation de l'identité nationale ou encore l'impact des crises économiques et sociales. Ces éléments contribuent à façonner une sensibilité particulière chez certaines électrices, qui peuvent percevoir dans le discours de l'extrême droite des réponses à leurs inquiétudes, même si ces réponses ne traduisent pas nécessairement des bénéfices concrets pour leur condition ou leurs droits. Il s'agit donc d'explorer cette adhésion croissante : est-ce le signe d'une normalisation définitive de ces partis, ou le résultat d'une captation réussie des colères sociales que les partis traditionnels n'ont plus su entendre ? Si ce choix de l'extrême droite peut sembler contraire aux intérêts des femmes, il répond peut-être pour une partie de cet électorat, à une urgence du présent et à un besoin de sécurité dans un monde perçu comme de plus en plus instable.

¹ « “Radical right gender gap” », *La Déferlante*, s. d., consulté le 7 avril 2026, <https://revueladeferlante.fr/glossaire/radical-right-gender-gap/>.

² Camille Wernaers, « Comment l'extrême droite s'attaque au droits des femmes », *Université des femmes*, décembre 2023, <https://universitedesfemmes.be/wp-content/uploads/2026/03/analyse-15-2023.pdf>.

³ Durant Axelle « Quand l'extrême droite progresse, les droits reculent », *Tumult : Extrême droite*, à paraître, septembre 2026.

01 • Fémonationalisme

Une partie de réponse s'explique par la dédiabolisation et l'adaptation des discours des partis d'extrême droite afin d'arborer un marketing politique différent. En effet, les partis d'extrême droite ont opéré une mue stratégique, troquant parfois le discours patriarcal pur et dur pour une rhétorique de protection. Ils se présentent désormais comme les derniers remparts des libertés des femmes face à une menace extérieure souvent assimilée à l'immigration ou à l'islam radical. C'est ce que certains chercheurs nomment le « fémonationalisme » (ou féminationalisme).

Le concept de fémonationalisme a été pensé en 2012 par Sara Farris, sociologue et chercheuse à l'Université de Londres, dans son livre *Au nom des femmes : Fémonationalisme*. Le fémonationalisme désigne l'utilisation, voire l'instrumentalisation des rhétoriques féministes et des droits des femmes à des fins identitaires par des partis de néolibéraux, nationalistes et d'extrême droite, pour expliquer et justifier les politiques anti-immigration, anti-islam et/ou xénophobe⁴. L'utilisation des droits des femmes sert à défendre le nationalisme, pour protéger une culture et un ordre social perçus comme perturbés par des populations venues d'ailleurs, dont les valeurs sont présentées comme contraires à celles des démocraties européennes. En effet, la notion de

démocratie sexuelle⁵ renvoie à l'idée que l'égalité entre les sexes et la liberté sexuelle constituent (entre autres) des piliers fondamentaux des sociétés démocratiques occidentales contemporaines. Toutefois, cette notion peut être mobilisée de manière stratégique dans le débat public : elle sert parfois à construire une opposition entre un « nous » supposément émancipé et un « eux » considéré rétrograde⁶, visant fréquemment des populations immigrées ou musulmanes, jugées incompatibles avec les valeurs de liberté et d'égalité de l'Occident, du fait de leur religion ou leur culture.

Dans une dynamique similaire, le concept d'homonationalisme, théorisé en 2007 par la chercheuse américaine Jasbir Puar, désigne l'instrumentalisation des causes et des droits LGBT+ à des fins nationalistes, xénophobes ou islamophobes. Il analyse la manière dont certains discours politiques mobilisent l'acceptation de la diversité sexuelle pour présenter la nation (ou la culture occidentale) comme le seul bastion du progressisme, tout en stigmatisant des populations minoritaires ou immigrées, dépeintes comme intrinsèquement homophobes⁷.

⁴ « Fémonationalisme ou la récupération de la cause des femmes par l'extrême droite : épisode du podcast Le mot », *France Inter*, 5 novembre 2025, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-mercredi-05-novembre>.

⁵ Charlène Calderaro, « Fémonationalisme », *Dictionary of Gender in Translation*, juin 2022, <https://worldgender.cnrs.fr/en/entries/femonationalisme/>.

⁶ Éric Fassin, « La démocratie sexuelle et le conflit des civilisations », *Sociologie, Multitudes* 26, n° 3 (2006) : 123-31, <https://doi.org/10.3917/mult.026.0123>.

⁷ Gianfranco Rebutini, « Homonationalisme et impérialisme sexuel : politiques néolibérales de l'hégémonie », *Anthropologie, Raisons politiques* 49, n° 1 (2013) : 75-93, <https://doi.org/10.3917/rai.049.0075>.

Le fémonationalisme regroupe des personnes qui a priori, ont des objectifs différents sur le plan politique mais qui par convergence se retrouvent à défendre les mêmes arguments de manière plus ou moins directe : nationalistes, militants d'extrême droite, intellectuels, féministes, fémo-crates⁸, néolibéraux⁹...

Le discours sur les femmes, et toute la question de leur protection sont devenus un outil politique important, que l'on retrouve aussi bien au Rassemblement national en France, au Vlaams Belang en Belgique¹⁰, que dans d'autres partis d'extrême droite en Europe... L'intérêt pour les partis d'extrême droite est de garder une perspective nationaliste et conservatrice tout en se posant comme protecteur des femmes, gagnant donc une part d'électorat féminin qui leur était jusque-là plutôt réfractaire ainsi que le soutien des féministes identitaires¹¹... Pourtant, si l'on prend l'exemple du Rassemblement national en France, le parti a peu soutenu les textes de loi en faveur des droits des femmes¹², que ce soit sur l'égalité salariale, l'accès aux responsabilités dans la fonction publique, l'allongement du dé-

lai pour l'avortement, la Convention d'Istanbul¹³... La contradiction est donc factuelle vis-à-vis de la protection et de l'aide réellement apportée aux femmes de la part de l'extrême droite.

Néanmoins, l'une des critiques majeures adressées à la théorie du fémonationalisme, telle que conceptualisée par Sara Farris, réside dans son risque d'occulter la persistance d'une posture patriarcale traditionnelle sous couvert de modernité. En se focalisant sur l'instrumentalisation du féminisme par une partie de la droite¹⁴, ce concept de fémonationalisme omet parfois que le discours de « protection » des femmes n'est pas une conversion à l'égalité, mais une réactivation du rôle du « mâle protecteur » qui exige, en contrepartie, la docilité et la soumission des femmes de ses propres partis et cultures. De plus, en suivant l'analyse de Sara Farris qui assimile la critique des préceptes religieux (notamment islamiques) à une forme de racisme, on risque de s'enfermer dans une impasse idéologique. En effet, une telle lecture politique interdit de faire toute comparaison internationale ou critique du patriarcat, invisibilisant ses différentes

⁸ Féministes en poste dans les institutions chargées des droits des femmes.

⁹ Charlène Calderaro, « Fémonationalisme et droits des femmes en France : quel type de remaniement ? », *Contre-temps*, 19 juillet 2020, <https://coucou.contretemps.eu/feminisme-femonationalisme-france-remaniement/>.

¹⁰ « Het verdriet van Vlaanderen: extreemrechts en vrouwenrechten », *Rebelle – Vrouwen die hun wereld veranderen*, 2019, <https://www.rebelle-vzw.be/verdriet-van-vlaanderen-extreemrechts-en-vrouwenrechten>.

¹¹ « Comment l'extrême droite utilise le féminisme pour mieux diffuser son discours anti-immigration », *franceinfo*, 8 mars 2025, <https://www.franceinfo.fr/societe/droits-des-femmes/comment-l-extreme-droite-utilise-le-feminisme-pour-mieux-diffuser-son-discours-anti-immigration>.

¹² « Législatives 2024 : IVG, cancer du sein, violences conjugales... Comment le RN a-t-il voté sur les textes en lien avec les droits des femmes jusqu'ici ? », *franceinfo*, 21 juin 2024, <https://www.franceinfo.fr/politique/front-national/legislatives-2024-ivg-cancer-du-sein-violences-conjugales-comment-le-rn-a-t-il-vote-sur-les-textes-en-lien-avec-les-droits-des-femmes-jusqu-ici>.

¹³ Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

¹⁴ Sans réellement la définir, rendant d'ailleurs le concept assez flou dans ce qu'il englobe pour Sara Farris, banalisant des partis d'extrême droite comme étant juste de droite

formes et les structures d'oppression communes. En refusant de nommer ces mécanismes pour ne pas paraître discriminatoire, on finit par desser-

vir les féministes qui luttent concrètement pour l'égalité, les privant ainsi d'une solidarité globale nécessaire à leur combat¹⁵.

02 • Antiféminisme

Si le fémonationalisme utilise les acquis féministes comme un levier pour stigmatiser les populations immigrées et renforcer les frontières identitaires, il entretient un dialogue complexe et paradoxal avec la mouvance antiféministe. En effet, ces deux courants tendent à une volonté de préserver une structure sociale traditionnelle face à une menace perçue comme extérieure ou déstabilisatrice. Là où le fémonationalisme se dit de vouloir défendre les femmes, l'antiféminisme, lui, voit l'évolution du droit des femmes comme un péril pour l'équilibre de la nation et des genres. Opposés aux changements sociaux liés à l'émancipation des femmes, les antiféministes défendent les modèles de néo-conservatisme, axés sur la différence hiérarchique, permettant de reléguer la femme à un rôle inférieur, exploitée, voire opprimée¹⁶.

L'antiféminisme se définit non pas comme une simple posture individuelle de misogynie, mais

comme un contre-mouvement social, politique et idéologique organisé en opposition directe aux revendications et aux acquis du féminisme. Selon les antiféministes, les « nouveaux » droits accordés aux femmes sont perçus comme des privilèges générant de nouvelles formes d'inégalités au détriment des hommes. Le féminisme est considéré comme obsolète puisqu'il poursuivrait une lutte pour des objectifs supposément déjà atteints...

Ce courant antiféministe n'est pas homogène : il regroupe de nombreux profils¹⁷ (masculinistes¹⁸, incels¹⁹, ultraconservateurs, religieux²⁰...) ayant des motivations différentes. Malgré cette diversité, ces groupes partagent une critique du féminisme, qu'ils associent à des transformations sociales négatives et parfois à une forme de déclin personnel, social ou même civilisationnel. Les discours antiféministes s'articulent autour de trois arguments fondamentaux mais non exclusifs : le féminisme

¹⁵ Arlette Gautier, « Sara R. Farris, Au nom des femmes. "Fémonationalisme". Les instrumentalisation racistes du féminisme », *Travail, genre et sociétés* 51, n° 1 (2024) : 187-90, <https://doi.org/10.3917/tgs.051.0187>.

¹⁶ Anne-Marie Devreux et Diane Lamoureux, « Les antiféminismes : une nébuleuse aux manifestations tangibles », *Sociologie, Cahiers du Genre* 52, n° 1 (2012) : 7-22, <https://doi.org/10.3917/cdgc.052.0007>.

¹⁷ « L'antiféminisme aujourd'hui : réseaux, discours, représentations », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 30 septembre 2022, <https://journals.openedition.org/rfsic/13873>.

¹⁸ Axelle Durant, « Genre et masculinités », *Citoyenneté & Participation*, décembre 2023, <https://citoyennete-participation.be/ressources/genre-masculinite/>.

¹⁹ Roxane Lejeune, « L'extrême droite sur YouTube : vers une propagation sans modération ? », *Tumult : Extrême droite*, à paraître, septembre 2026.

²⁰ Mélissa Blais, « Y a-t-il un "cycle de la violence antiféministe" ? Les effets de l'antiféminisme selon les féministes québécoises », *Sociologie, Cahiers du Genre* 52, n° 1 (2012) : 167-95, <https://doi.org/10.3917/cdgc.052.0167>.

menacerait l'ordre naturel, la famille et même la civilisation ; les droits accordés aux femmes finiraient par les rendre malheureuses ou par nuire à la société dans sa globalité ; les rapports de sexe seraient dictés par la nature ou la volonté divine, rendant toute tentative d'égalité inutile²¹.

Bien que la misogynie ordinaire soit plus que répandue dans notre société patriarcale, le mépris de la femme et de sa condition prend une autre tournure avec l'antiféminisme²² : l'amalgame, la négation de la réalité sociale des femmes, l'exclusion, l'oppression, la marginalisation, le dénigrement, la menace, l'intimidation, le harcèlement, la diffusion de propos misogynes sur internet, la glorification de la domination, la perturbation des événements féministes, l'attaque des droits sociaux et reproductifs des femmes, la violence verbale, physique, sexuelle...

Si l'antiféminisme s'est historiquement construit

en opposition aux droits des femmes, un phénomène contemporain interpelle : l'adhésion active de certaines femmes à cette idéologie. Loin d'être de simples victimes passives d'un système, ces femmes revendiquent leur opposition aux acquis féministes. Les critiques qu'elles formulent concernent principalement le fait que certaines féministes s'expriment au nom de toutes les femmes, l'absence de diversité sociale et culturelle au sein du mouvement, ainsi qu'une vision parfois trop conflictuelle opposant les femmes aux hommes²³. Enfin, ces militantes antiféministes contestent une représentation des femmes principalement comme victimes, estimant ne pas se reconnaître dans cette identité. De plus, certaines défendent la valeur du mariage²⁴, de la maternité ou de la répartition traditionnelle des rôles familiaux, mais estiment que le féminisme les dévalorise.

03 • Tradwives, retour vers le passé ?

C'est dans ce contexte antiféministe que s'inscrit le mouvement des *tradwives*, c'est-à-dire les *traditional wives* ou épouses traditionnelles. Pour comprendre ce glissement, il faut voir la *tradwife* non pas comme une anomalie isolée, mais comme la réponse incarnée et pratique aux promesses de l'antiféminisme.

Le mouvement *tradwives* met en avant des femmes qui ont rejeté le féminisme moderne et ses principes pour se tourner vers des valeurs ultraconservatrices et une répartition traditionnelle des rôles au sein du couple : la femme y est présentée comme épouse dévouée, soumise, mère au foyer et garante de l'harmonie domestique,

²¹ Victor Vey, « Diane Lamoureux et Francis Dupuis-Déri (dir). 2015. Les antiféminismes : analyse d'un discours réactionnaire », *GLAD !. Revue sur le langage, le genre, les sexualités*, n° 12 (juillet 2022), <https://doi.org/10.4000/glad.5010>.

²² Blais, « Y a-t-il un "cycle de la violence antiféministe" ? »

²³ Florence Laffut-Laffut, « "Femmes contre le féminisme" ou l'antiféminisme ordinaire », *Collectif contre les violences familiales et l'exclusion*, décembre 2015, <https://www.cvfe.be/publications/analyses/femmes-contre-le-feminisme-ou-l-antifeminisme-ordinaire>.

²⁴ Dans sa conception conservatrice.

tandis que l'homme assure les ressources économiques et la protection du foyer.

Mettant en avant une esthétique inspirée des années 1950²⁵, robe sophistiquée et tablier tiré à quatre épingles pour accueillir son mari au retour de son travail, la *tradwife* mise sur une nostalgie d'un temps révolu qu'elle n'a pas connu, mais qu'elle glorifie et orchestre sur les réseaux sociaux pour en vanter les mérites et les valeurs. La mise en scène est dominante dans les contenus publiés sur Instagram ou TikTok par les *tradewives* : les tâches ménagères et domestiques sont montrées comme source de satisfaction et d'épanouissement issue d'un choix libre et assumé, le tout emballé dans une esthétique soignée et immaculée.

Le mouvement *tradwives* est lié aux milieux évangélique, ultraconservateur, de l'ultra-droite américaine, bien que la plupart de ces militantes se positionnent comme apolitiques pour attirer le plus de public possible par leurs contenus. Le slogan de Donald Trump « *Make America Great Again* » a d'ailleurs été repris en un « *Make Traditional Housewives Great Again* »²⁶. En effet, ce phénomène s'inscrit dans une recomposition idéologique plus large au sein de cette ultra-droite américaine et ces milieux ultraconservateurs, où le féminisme est parfois présenté comme une cause de la baisse de la natalité, en particulier parce qu'il serait as-

socié à l'émancipation des femmes, à la priorité donnée aux carrières et à la remise en cause du modèle familial traditionnel. Dans ce discours pronataliste, très présent dans la sphère de Trump²⁷, la solution à la crise démographique passe par un retour à une famille dite « naturelle », où les femmes auraient principalement un rôle maternel et domestique. Ainsi, le féminisme est critiqué car certains jugent que le mouvement « a été trop loin »,²⁸ mais aussi comme le symbole d'un ordre social moderne jugé responsable de la transformation de la structure familiale traditionnelle.

Si les *tradewives* promeuvent un retour à une vie plus simple (nourrir sa chèvre, nettoyer du sol au plafond sa cuisine luxueuse, faire son fromage et son pain tout en faisant l'éducation des enfants à la maison), loin des contraintes et du stress de la vie active d'un travail moderne et de la double journée, ce modèle est proposé comme une sortie possible du système actuel. Or, la contradiction est totale : en pratique, leur activité sur Instagram, TikTok ou YouTube est un travail à part entière : production de contenu, mise en scène esthétique du quotidien, stratégie de marque personnelle, partenariats sponsorisés, monétisation de l'audience. Cette présence sur les réseaux sociaux peut générer des revenus importants, donc une forme d'indépendance économique réelle, même si elle est dissimulée ou minimisée

²⁵ « Tradwife, le retour de la femme au foyer ? », France Inter, 9 mai 2024, <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/zoom-zoom-zen/zoom-zoom-zen-du-jeudi-22-fevrier-2024-3192193>.

²⁶ « "Tradwife" : le mouvement qui prône un retour au modèle des femmes au foyer des années 50 », franceinfo, 22 janvier 2024, <https://www.franceinfo.fr/replay-radio/dans-la-peau-de-l-info/tradwife-le-mouvement-qui-prone-un-retour-au-modele-des-femmes-au-foyer-des-annees-50>.

²⁷ Valentine Faure, « Faire des grandes familles, avec "plus de bébés", le nouveau ciment des droites aux États-Unis », *Le Monde*, 15 juin 2025, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/06/15/la-reliance-des-naissances-nouveau-ciment-des-droites-aux-etats-unis>.

²⁸ Constance Beauflis et al., « Tradwife : Between Myths and Realities », King's Global Institute for Women's Leadership, 15 octobre 2025, <https://www.kcl.ac.uk/giwl/assets/giwl-tradwife-report.pdf>.

dans le discours de ces *tradwives* influenceuses. Beaucoup de ces créatrices de contenu affirment incarner un modèle de femme « non indépendante », qui ne travaille pas et dont le mari gèrerait les finances, alors que leur réalité matérielle est souvent très différente. Cette contradiction crée un décalage : elles valorisent publiquement une soumission²⁹ financière au mari tout en étant elles-mêmes des entrepreneuses dont le business est florissant. Ces *tradewives* très populaires sur les réseaux incarnent donc exactement l'inverse de ce qu'elles prônent³⁰... Le modèle qu'elles promeuvent est inaccessible à la plupart des femmes car derrière la mise en scène d'une vie simple et traditionnelle se trouvent des ressources financières importantes qui permettent ce style de vie. En effet, le modèle mis en avant par les *tradwives* est un système où la femme est encouragée à quitter ou limiter fortement toute autonomie professionnelle pour se consacrer au foyer, ce qui peut renforcer des dynamiques de dépendance économique vis-à-vis du conjoint. Cette dépendance n'est pas neutre, elle rend plus vulnérable en cas de séparation, de conflit, d'instabilité financière ou de violences conjugales et réduit les possibilités d'indépendance à long terme. En effet, si une femme n'a aucun revenu propre, aucun patrimoine personnel, ni aucune expérience professionnelle récente, sa capacité à négocier ou à quitter la relation en cas de pro-

blème diminue fortement. Elle peut théoriquement être libre, mais sa liberté concrète devient plus limitée car elle dépend matériellement de la volonté de son conjoint. Construire sa sécurité uniquement sur la vertu ou la fidélité d'une autre personne implique un risque que le discours *trad-wife* minimise souvent.

La question des rapports de genre asymétriques est souvent au cœur des critiques adressées à certaines figures *tradwives* car leur discours ne se limite pas à un simple partage des tâches : il repose souvent sur une hiérarchie explicite ou implicite entre les époux. Dans sa version la plus poussée, le modèle est d'autant plus inégal : l'homme dirige, décide et subvient aux besoins du foyer ; la femme suit, soutient et dépend. Le problème n'est pas qu'un couple choisisse librement une répartition traditionnelle des rôles, mais que cette répartition soit présentée comme idéale parce qu'elle crée une inégalité de pouvoir, basée sur des stéréotypes de genre et une montée du masculinisme³¹, le tout saupoudré par l'idée de la soumission de la femme. Quand le discours valorise l'obéissance, la soumission ou le fait de « laisser son mari diriger », il normalise l'idée que l'opinion de l'un doit avoir plus de poids que celle de l'autre. Même lorsque la dynamique est présentée comme harmonieuse, cela reste une relation où la considération entre les individus n'est pas égale.

²⁹ « Rencontre avec les trad wives, des influenceuses anti-féministes prônant les valeurs traditionnelles », Culture_culture-News, euronews, 28 février 2024, <https://fr.euronews.com/culture/2024/02/28/rencontre-avec-les-trad-wives-des-influenceuses-anti-feministes-pronant-les-valeurs-tradit>.

³⁰ Elles occupent donc une position de pouvoir et d'indépendance que beaucoup de leurs abonnées n'auraient pas si elles appliquaient à la lettre les conseils proposés.

³¹ Anne-Lise Cydzik Charue Marie, « “Tradwives” : quand capitalisme et patriarcat font bon ménage ! », *Agir par la culture*, 25 novembre 2024, <https://agirparlaculture.be/tradwives-quand-capitalisme-et-patriarcat-font-bon-menage/>.

Le mouvement des *tradwives* tend à idéaliser une forme de vie domestique qui invisibilise la charge mentale et le travail domestique réel, souvent lourd, répétitif et peu valorisé socialement, en le présentant comme naturellement épanouissant ou « facilement choisi ». Sur les réseaux sociaux, cette esthétique est parfois filtrée et simplifiée, ce qui peut créer une pression implicite sur d'autres femmes qui ne vivent pas ou ne souhaitent pas vivre ce modèle, en suggérant qu'il serait plus authentique ou moralement supérieur. De plus, certains discours associés au mouvement peuvent renforcer des normes conservatrices strictes sur

Conclusion

Alors même que l'extrême droite porte des positions souvent défavorables aux droits des femmes, on observe une progression de leur soutien auprès d'un électorat féminin. Ce paradoxe s'explique en partie par la manière dont certains discours politiques réarticulent les enjeux féministes en les détournant vers des logiques identitaires ou sécuritaires. Ainsi, le fémonationalisme, en prétendant défendre les femmes contre des menaces extérieures, et les rhétoriques antiféministes, en discréditant les luttes pour l'égalité, contribuent conjointement à redéfinir les repères politiques de certaines électrices. L'adhésion croissante d'une partie des femmes aux partis d'extrême droite, aux discours antiféministes ou à certains modèles néo-traditionnels comme celui des *tradwives* ne peut être réduite à une simple contradiction. Ces phénomènes traduisent des inquiétudes réelles liées aux transformations économiques, sociales et culturelles, ainsi qu'un be-

soin de stabilité, de reconnaissance et de sécurité auquel certains acteurs politiques parviennent à répondre plus efficacement que d'autres. Toutefois, l'analyse de ces dynamiques met en lumière un paradoxe central. Alors même que les discours étudiés mobilisent fréquemment la défense des femmes, de la famille ou du bien-être féminin, ils s'appuient souvent sur des conceptions hiérarchisées des rapports de genre et sur des modèles sociaux susceptibles de limiter l'autonomie économique, politique ou personnelle des femmes. Le fémonationalisme illustre particulièrement cette ambiguïté : les droits des femmes y deviennent moins une fin en soi qu'un instrument au service d'objectifs identitaires, nationalistes ou sécuritaires. Le succès de ces discours révèle également les limites et les angles morts des mouvements progressistes, parfois perçus comme éloignés des préoccupations concrètes d'une partie de la population féminine.

soin de stabilité, de reconnaissance et de sécurité auquel certains acteurs politiques parviennent à répondre plus efficacement que d'autres. Toutefois, l'analyse de ces dynamiques met en lumière un paradoxe central. Alors même que les discours étudiés mobilisent fréquemment la défense des femmes, de la famille ou du bien-être féminin, ils s'appuient souvent sur des conceptions hiérarchisées des rapports de genre et sur des modèles sociaux susceptibles de limiter l'autonomie économique, politique ou personnelle des femmes. Le fémonationalisme illustre particulièrement cette ambiguïté : les droits des femmes y deviennent moins une fin en soi qu'un instrument au service d'objectifs identitaires, nationalistes ou sécuritaires. Le succès de ces discours révèle également les limites et les angles morts des mouvements progressistes, parfois perçus comme éloignés des préoccupations concrètes d'une partie de la population féminine.

Comprendre l'attrait exercé par ces idéologies implique donc d'aller au-delà de la simple dénonciation morale pour interroger les conditions sociales, économiques et culturelles qui favorisent leur diffusion.

Plus largement, cette évolution invite à repenser les débats contemporains sur l'émancipation, l'égalité et la liberté de choix. Si chaque femme doit pouvoir déterminer librement son mode de vie, cette liberté ne peut être pleinement exercée que lorsque les choix sont réalisés dans un contexte garantissant une véritable autonomie

et une égalité des possibilités. L'enjeu n'est donc pas de juger les trajectoires individuelles, mais de questionner les structures politiques et sociales qui les rendent possibles, les encouragent ou les contraignent. À ce titre, l'essor du féminisme, de l'antiféminisme et des mouvements néo-traditionnels ultraconservateurs constitue moins un retour au passé qu'un révélateur des tensions qui traversent aujourd'hui les démocraties occidentales et des défis auxquels le féminisme contemporain demeure confronté.

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.

citoyennete-participation.be



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Citoyenneté & Participation ASBL - Avenue des Arts, 50\6 - 1000 Bruxelles | info@citoyennete-participation.be | citoyennete-participation.be
N° d'entreprise : 0409 117 690 | RPM Bruxelles | BE67 3101 6586 0487
